

Mis en ligne le 3 avril 2024

## ARRÊTÉ DU PRÉSIDENT N° DUH 24.117

### **Plan Local d'Urbanisme de la Métropole Rouen Normandie Mise à jour des annexes relatives aux « servitudes d'utilité publique » et aux « périmètres divers »**

Le Président,

VU le Code Général des Collectivités Territoriales (CGCT), notamment son article L.5211-9,

VU le décret n°2014-1604 du 23 décembre 2014 portant création de la Métropole dénommée « Métropole Rouen Normandie »,

VU le Code de l'urbanisme et notamment ses articles L 151-43, L 153-60, R 151-51 à R 151-53 et R 153-18,

VU le Plan Local d'Urbanisme (PLU) de la Métropole Rouen Normandie approuvé le 13 février 2020,

VU l'arrêté préfectoral du 14 avril 2023, instituant des servitudes d'utilité publique sur les parcelles AM139 et AM161 à Petit-Couronne,

VU l'arrêté préfectoral du 21 avril 2023, instituant des servitudes d'utilité publique sur la parcelle LL011 à Rouen,

VU l'arrêté préfectoral du 19 décembre 2023, portant inscription au titre des monuments historiques de la Statue équestre de Napoléon 1<sup>er</sup> à Rouen,

VU les arrêtés préfectoraux du 26 janvier 2024, instituant des servitudes d'utilité publique :

- à Rouen sur la parcelle LL010,
- à Petit-Couronne sur les parcelles AM134, AM136 et AM140,

VU la délibération du conseil métropolitain du 12 février 2024, définissant les zones de développement prioritaire des réseaux de chaleur et de froid : à Sotteville-lès-Rouen pour le réseau Grammont, à Rouen pour le réseau Martainville, et à Bois-Guillaume, Bihorel, Darnétal et Rouen pour le réseau de la Petite Bouverie,

CONSIDERANT que depuis le 1<sup>er</sup> janvier 2015, en application de l'article L 5217-2 du CGCT, la Métropole Rouen Normandie dispose de plein droit de la compétence « Plan Local d'Urbanisme et documents en tenant lieu »,

CONSIDERANT qu'en application de l'article R 153-18 du code de l'urbanisme, la mise à jour des annexes du PLU est constatée par un arrêté du Président de l'Etablissement Public de Coopération Intercommunale compétent,

CONSIDERANT qu'en application de l'article L 153-60 du code de l'urbanisme, les servitudes d'utilité publique doivent être annexées au PLU de la Métropole Rouen Normandie,

CONSIDERANT qu'en application de l'article R 151-53 1° du code de l'urbanisme, les périmètres de développement prioritaire délimités en application de l'article L 712-2 du code de l'énergie, doivent être annexés au PLU de la Métropole Rouen Normandie,

CONSIDERANT que la mise à jour porte sur les annexes relatives aux « servitudes d'utilité publique » et aux « périmètres divers » du PLU de la Métropole Rouen Normandie,

## ARRÊTE

### **Article 1 :**

Le PLU de la Métropole Rouen Normandie est mis à jour par le présent arrêté. A cet effet, sont modifiées les pièces suivantes des annexes du PLU :

Tome 1 « Servitudes d'utilité publique »

- Tome 1 « Servitudes d'utilité publique » détaillées par commune
- Annexe 1 « Plan des servitudes d'utilité publique »
- Annexe 6 « Sécurité et salubrité publique »

Tome 2 « Périmètres divers »

- Tome 2 « Périmètres divers »
- Annexe 1 « Plan des périmètres divers »
- Annexe 3 « Réseaux de chaleur et de froid »

### **Article 2 :**

Les documents de la mise à jour sont tenus à la disposition du public au siège de la Métropole Rouen Normandie (108 allée François Mitterrand à Rouen) et sur le site internet de la Métropole.

### **Article 3 :**

Le présent arrêté sera notifié à Monsieur le Préfet et affiché pendant un mois au siège de la Métropole Rouen Normandie (108 allée François Mitterrand à Rouen) et dans les communes concernées. Il sera, en outre, publié sur le Géoportail de l'urbanisme.



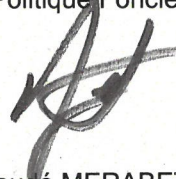
**Article 4 :**

Monsieur le Directeur Général des Services de la Métropole Rouen Normandie est chargé de l'exécution de cet arrêté.

À Rouen, le 03 AVR. 2024

Pour le Président et par délégation,  
Le Vice-Président chargé de l'Urbanisme  
et de la Politique Foncière

métropole  
ROUEN NORMANDIE



Djoudé MERABET

Le Président certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte, informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Rouen, 53 avenue Gustave Flaubert, 76000 ROUEN, dans un délai de 2 mois à compter de sa publication et/ou notification.

Reçu notification le :